

AVENANT MODIFICATIF N°2 A LA
CONVENTION DE DÉVELOPPEMENT
CINÉMATOGRAPHIQUE ET AUDIOVISUEL

2004 – 2006

CONCLUE ENTRE

L'ETAT

(Ministère de la culture et de la communication
- Préfecture de Région du Limousin
- Direction régionale des affaires culturelles
du Limousin)

LE CENTRE NATIONAL DE LA CINÉMATOGRAPHIE

ET

LA REGION LIMOUSIN

Vu la convention de développement cinématographique et audiovisuel 2004-2006 et son avenant modificatif n°1 (*ou vu la convention de développement cinématographique et audiovisuel 2005-2006*) entre l'Etat (Direction Régionale des Affaires Culturelles du Limousin), le Centre national de la cinématographie et la Région Limousin signée le 24 décembre 2004;

ENTRE

L'État, représenté par le Préfet de la Région Limousin, Préfet de la Haute-Vienne, Monsieur Dominique BUR, ci-après désigné « l'Etat »,

Le Centre national de la cinématographie, représenté par sa Directrice générale, Madame Véronique CAYLA, ci-après désigné « le CNC »,

ET

La Région Limousin, représentée par son Président, Monsieur Jean-Paul DENANOT, ci-après désignée « la Région »,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – Objet de l'avenant modificatif n°2 à la convention de développement cinématographique et audiovisuel

Le présent avenant à la convention de développement cinématographique et audiovisuel conclue entre l'Etat (Ministère de la culture et de la communication – Préfecture de Région du Limousin - Direction régionale des affaires culturelles du Limousin), le Centre national de la cinématographie et la Région Limousin, a pour objet de modifier dans ladite convention :

- les visas et les références faites aux textes applicables ;
- l'article 3 du chapitre 1 du Titre I ;
- l'article 4 du chapitre 1 du Titre I ;
- l'article 5 du chapitre 1 du Titre I ;
- l'article 6 du chapitre 2 du Titre I ;
- l'article 7 du chapitre 3 du Titre I ;
- l'article 8 du chapitre 4 du Titre I ;
- l'article 12 du chapitre 5 du Titre1.

ARTICLE 2 – Modification des visas de la convention et des références faites aux textes applicables

I. Au quatrième alinéa du préambule, les mots « à l'article 1^{er} de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales » sont remplacés par les mots « à l'article L1511-1 du Code général des collectivités territoriales »

II. Les visas et considérants sont remplacés par les visas et considérants suivants :

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L1511-1 à L1511-7 ;

Vu le Code de l'industrie cinématographique ;

Vu le décret n° 98-35 du 14 janvier 1998 modifié relatif au soutien financier de l'État à l'industrie audiovisuelle ;

Vu le décret n° 95-110 du 2 février 1995 modifié relatif au soutien financier de l'État à l'industrie des programmes audiovisuels ;

Vu le décret n° 99-130 du 24 février 1999 modifié relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique ;

Vu le décret du 24 juin 2005 portant nomination de la directrice générale du Centre national de la cinématographie ;

Vu la décision du 18 octobre 2005 de la Directrice générale du CNC portant délégation de signature ;

Vu la délibération n° du du Conseil régional autorisant son Président à signer le présent avenant ;

Considérant la communication du 26 septembre 2001 de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social et au Comité des Régions concernant certains aspects juridiques liés aux œuvres cinématographiques et autres œuvres audiovisuelles ;

Considérant la communication du 16 mars 2004 de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social européen et au Comité des Régions sur le suivi de la communication de la Commission sur certains aspects juridiques liés aux œuvres cinématographiques et autres œuvres audiovisuelles du 26 septembre 2001 ;

Considérant la circulaire NOR/LDL/B/04/10074/C du 10 septembre 2004 du Ministre de l'Intérieur (Direction générale des collectivités territoriales) relative à l'entrée en application de la Loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Considérant la circulaire n° 249240 du 3 mai 2002 du Ministre de la culture et de la communication relative aux aides à la production cinématographique et audiovisuelle ;

Considérant la circulaire n° 2003 / 018 du 17 octobre 2003 du Directeur général du CNC relative aux pôles régionaux d'éducation artistique et de formation au cinéma et à l'audiovisuel ;

ARTICLE 3 – Modification de l'article 3 du chapitre 1 du titre I de la convention relatif à l'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

Le dernier alinéa de l'article 3 est supprimé.

ARTICLE 4 – Modification de l'article 4 du chapitre 1 du titre I de la convention relatif aux aides à l'écriture, au développement

I. Au premier alinéa, les mots « un projet d'écriture » sont remplacés par « un synopsis ou un projet de scénario. »

II. Au troisième alinéa, la seconde phrase est ainsi rédigée : « Elles sont accordées à une société de production cinématographique autorisée, à une société de production audiovisuelle, voire à une association pour certains projets audiovisuels »

III. Après le troisième alinéa sont ajoutés les alinéas suivants :

« En 2006, la Région s'engage à poursuivre et développer son effort financier en faveur de l'écriture, du développement et a décidé la mise en place d ' « **ATELIERS D'ECRITURE SCENARISTIQUE** ».

En effet, afin d'intervenir au plus près de la création des projets en proposant un véritable accompagnement, là où les auteurs ont de véritables besoins, la Région souhaite créer des liens plus étroits avec les scénaristes- réalisateurs.

Une association en cours de constitution porte ce projet qui doit voir le jour pour sa première session à l'automne 2006.

Une aide directe à l'écriture sera versée aux auteurs-réalisateurs choisis pour cette résidence.

La DRAC est associée à la réflexion sur ce projet et le soutient financièrement.

Le CNC, en 2006, accompagne la Région dans la mise en place de cette action nouvelle.

Sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire, le CNC accompagnera financièrement l'effort de la Région par une subvention forfaitaire globale annuelle, versée à la Région, et destinée à accroître l'intervention financière de la Région dans ce domaine » ;

IV. Au paragraphe concernant la convention, le mot « stipule » est remplacé par le mot « fixe »

ARTICLE 5 – Modification de l'article 5 du chapitre 1 du titre I de la convention relatif aux aides aux courts métrages de fiction, et documentaires

I. Après le premier alinéa sont insérés les alinéas suivants :

« En 2006, la Région s'engage à fixer son apport propre au fonds régional d'aide au court métrage à un niveau au moins égal à celui de 2005.

Sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire, le CNC accompagnera l'effort de la Région par une subvention annuelle, versée à la Région, et destinée à accroître son intervention dans ce domaine.

En 2006, l'intervention financière du CNC sera calculée sur la base de 1 euro du CNC pour 2 euros engagés par la Région. Cependant, seuls les courts métrages bénéficiant d'une aide de la Région égale ou supérieure à quinze mille euros (15 000 €) seront comptabilisés pour le calcul de la participation du CNC, qui ne pourra excéder trois cent mille euros (300 000 €) par Région.

La Région s'engage à prendre toutes les dispositions pour que l'augmentation des aides au court métrage bénéficie à l'emploi et au respect de la législation sociale. »

II. Au paragraphe concernant l'éligibilité, le second alinéa est rédigé comme suit :
« Présentées par des sociétés de production cinématographiques titulaires d'une autorisation, des sociétés de production audiovisuelle voire par des associations pour certains projets audiovisuels, les œuvres doivent être tournées et faire l'objet de dépenses sur le territoire régional selon les critères de territorialisation adoptés par la Région. ».

III. Au paragraphe concernant la convention, le mot « stipule » est remplacé par le mot « fixe »

ARTICLE 6 – Modification de l'article 6 du chapitre 2 du titre I de la convention relatif à l'aide à la production de longs métrages de cinéma

I. La paragraphe concernant l'éligibilité est rédigé comme suit :

« Sont éligibles les œuvres cinématographiques d'une durée de plus de 60 minutes, pour lesquelles la société de production bénéficie de l'agrément des investissements ou de l'agrément de production délivré par le CNC, et dont la qualité d'écriture du scénario et la filmographie du réalisateur sont jugées satisfaisantes par le comité de lecture.

Les œuvres doivent être tournées et faire l'objet de dépenses sur le territoire régional selon les critères de territorialisation adoptés par la Région »

II. Dans le paragraphe *Montants des aides*, il est ajouté l'alinéa suivant :

« Afin d'améliorer le financement des films de long métrage, la Région Limousin fera ses meilleurs efforts pour que l'aide minimum par projet en 2006 soit au moins égale à cent mille euros (100 000 €) pour les longs métrages de fiction et d'animation et au moins égale à cinquante mille euros (50 000 €) pour les longs métrages documentaires ».

III. Dans le paragraphe Convention, le mot « stipule » est remplacé par le mot « fixe ».

ARTICLE 7 – Modification de l'article 7 du chapitre 3 du titre I de la convention relatif à l'aide à la réalisation de documentaires, téléfilms et séries télévisées

I. Dans le paragraphe *Montants des aides*, sont ajoutés les alinéas suivants :

« Afin d'améliorer le financement des œuvres audiovisuelles, la Région Limousin fera ses meilleurs efforts pour que l'aide minimum par projet en 2006 soit au moins égale à :

- soixante-quinze mille euros (75 000 €) pour un téléfilm de fiction de 90 minutes ;
- quinze mille euros (15 000 €) pour un documentaire de 52 minutes ;
- dix mille euros (10 000 €) pour un documentaire de 26 minutes ».

II. Dans le paragraphe Convention, le mot « stipule » est remplacé par le mot « fixe »

ARTICLE 8 – Modification de l'article 8 du chapitre 4 du titre I de la convention relatif au rappel du cadre juridique communautaire

Le second alinéa est rédigé comme suit :

« Il s'agit des aides aux œuvres cinématographiques et audiovisuelles apportées par le CNC, accordées au titre d'un compte spécial du Trésor intitulé " Cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale", alimenté par des taxes perçues sur les billets d'entrée dans les salles de cinéma, sur les services de télévision, et sur la vente et la location des vidéogrammes. Leurs modalités d'attribution font l'objet des principaux textes suivants : le décret n° 98-35 du 14 janvier 1998 modifié relatif au soutien financier de l'État à l'industrie audiovisuelle ; le décret n° 95-110 du 2 février 1995 modifié relatif au soutien financier de l'État à l'industrie des programmes audiovisuels ; le décret n° 99-130 modifié du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique. »

ARTICLE 9 – Modification de l'article 12 du chapitre 5 du Titre 1 relatif aux actions de Formation professionnelle tournages, création et production:

Dans la partie « Actions de formation dans le secteur du cinéma et de l'audiovisuel » sont ajoutés les alinéas suivants :

L'objectif de la Région Limousin est de mettre en place des formations, initiées et suivies par la commission régionale du film Limousin, destinées au perfectionnement des personnes déjà engagées dans une démarche professionnelle dans le secteur du cinéma et de l'audiovisuel.

Il s'agit de permettre aux productions accueillies en Région Limousin, de rencontrer un potentiel de plus en plus professionnel.

Pour 2006, un stage intitulé ECLAIRAGE ET REGIE LUMIERE est prévu. Il s'agit d'une formation lourde d'une durée de 15 jours alternant cours théoriques et exercices pratiques nécessitant un matériel important. Ce stage s'adresse aux régisseurs lumière du spectacle vivant qui sont ou ont été intermittents du spectacle (y compris en fin de droit).

Cette formation s'effectuera en lien avec l'AFDAS et fera l'objet d'un bilan.

Le présent avenant modificatif est signé à

en six exemplaires originaux, le

Pour la Région Limousin,
le Président du Conseil Régional

Pour l'État,
le Préfet de la Région Limousin,
Préfet de la Haute-Vienne

Jean-Paul DENANOT

Dominique BUR

Pour le Centre national
de la cinématographie,
la Directrice générale

Le Chef de Mission
de Contrôle général

Véronique CAYLA

Marie-Françoise RIVET